

## CCE ...Péril en la demeure !?

Cela fait plusieurs années que notre Comité Central d'Entreprise connaît des difficultés financières. Elles l'ont conduit à la mise sous tutelle d'un administrateur judiciaire qui a ordonné un plan de vente du patrimoine pour rembourser des dettes.

Mais cependant, les activités du CCE ont pu être sauvegardées et chaque salarié AF peut encore bénéficier des prestations Vacances, colonies,...

SUD AERIEN a récupéré un Comité d'Etablissement Industriel (CE DGI) malade et endetté. Cette situation alarmante nous a obligés à nous plonger très rapidement dans les comptes pour comprendre l'origine de ces difficultés :

- La péréquation Restaurant a été la première de nos découvertes. Celle-ci ne permettait pas un fonctionnement sain des 6 restaurants de la DGI...  
Une renégociation s'est donc engagée avec l'ensemble des CE.
- La deuxième découverte fut un financement inégalitaire du CCE (certains CE sur-cotisent pendant que d'autres sous-cotisent). Ce système a contribué à « enrichir » certains CE pendant que d'autres se sont appauvris.  
Un rééquilibrage était donc nécessaire pour trouver une règle juste et équitable.

**Concernant la restauration**, seuls les CE industriel & le CE navigants ont travaillé à une nouvelle péréquation pendant plusieurs mois. Plusieurs projets ont été proposés afin de trouver une solution pour l'ensemble des CE. Après plusieurs mois de mésentente, 6 CE sur 7 se sont mis d'accord pour un taux de financement plus juste.

Aujourd'hui et avec plusieurs mois de retard, **le CE Informatique a enfin accepté de signer un accord annexe.**

Ces accords permettent de régler l'année 2016, et nous espérons qu'ils continueront de courir jusqu'en 2019.

**Mais le projet de future filialisation de la Maintenance risque d'anéantir tous ces efforts et de déséquilibrer toute la Restauration collective d'Air France.**

Isolé d'Air France et des autres CE, le CE de la DGI se verrait alors coupé de flux financiers qui assurent aujourd'hui sa Restauration.

Faute de plan de financement viable et stable, une majorité de CE n'aura alors d'autre choix que d'arrêter l'activité restauration. L'ensemble des restaurants d'entreprises pourraient donc être repris en gestion par la direction d'Air France qui, on ne peut en douter, sous-traitera au moins offrant... Les conséquences seraient dramatiques pour les salariés de la restauration, et la qualité du service confiée à des « marchands de soupe ».

**Concernant le CCE**, le Secrétaire du CCE vient d'annoncer par mail à l'ensemble du personnel un risque d'annulation des Vacances et Colonies CCE Printemps/Eté 2017.

La mésentente sur le dossier Restauration a eu des répercussions négatives sur les discussions entourant l'avenir du CCE. Sans accord rapide sur son financement, le CCE pourrait disparaître l'année prochaine, cassant la cohésion sociale de l'entreprise.

**Sud Aérien a été le seul syndicat à faire une proposition écrite de 14 pages** (disponible sur notre site) afin de réformer en profondeur le CCE avec l'objectif de maintenir toutes ses activités et d'améliorer le service rendu aux salariés Air France.

Nous avons un projet pour notre comité central d'entreprise qui nécessite un effort collectif de tous les CE. Mais pour le moment, l'égoïsme ambiant et des manœuvres syndicales empêchent d'aboutir à un quelconque résultat :

- Le Secrétaire du CCE et sa Trésorière virés de la CGT.
- Le CE du HUB de Roissy (CGT,FO) et le CE Orly&Provinces (CGT) ne veulent pas du même mode de financement.
- FO qui gère le CE Fret, veut lui aussi un financement spécifique pour participer moins que les autres.
- Le CE du Siège (CFDT, CGC) a annoncé cet été qu'il ne verserait pas d'avantage (alors qu'actuellement il sous-cotise au CCE)
- Le CE Informatique (CFDT) semble lui désirer un reversement uniforme par salarié (sans verser pour autant une quote-part équivalente aux autres concernant la restauration).
- Le CE navigants (snpl, pnc FO et UNSA) autonome depuis des années ne cotise plus au CCE

Pour Sud Aérien, chaque CE doit participer en fonction de ses moyens au financement des activités du CCE. Les diverses tentatives pour se soustraire à cette règle élémentaire ne pourront conduire qu'à un enlisement des négociations et à une disparition de notre CCE.

**La direction d'Air France porte aussi une énorme responsabilité** dans cette histoire car elle a laissé dégénérer cette situation depuis des années.

Nos dirigeants ne veulent pas dépenser un centime supplémentaire pour ce qu'ils considèrent comme superflu. Et avec les différents Plans de départs qui se sont enchainés, les subventions n'ont cessé de baisser, entraînant automatiquement chaque CE dans des difficultés supplémentaires.

**Le comportement d'Air France dans ces dossiers (CCE & Restauration) confirme leur vision sociale pour les années à venir : pas d'amélioration sociale dans l'entreprise...c'est marche ou crève !**

**Nos dirigeants veulent maintenant accélérer la fin de ces activités par une filialisation de la Maintenance qui ferait éclater toute la structure, la divisant pour mieux l'affaiblir.**

**Les personnels doivent se mobiliser pour préserver nos acquis et l'unité de l'entreprise Air France. Il faut une nouvelle structure CCE associant toutes les catégories de personnel, et que la Direction arrête de faire des économies sur notre dos.**

---